G en Yvelines

N°124
Mercredi 11 avril 2018
lagazette-yvelines.fr

La Gazette en Yvelines

Hebdomadaire gratuit d'informations locales

L'exécutif de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise a annoncé des années de vaches maigres. Les élus blâment les nouvelles mesures gouvernementales.



GPSEO devra se serrer la ceinture

Dossier - P.2

Actualités p.7

CHANTELOUP



Après l'incendie, la maire espère de l'argent pour les banlieues

Actualités p.9

YVELINES



Enedis n'a plus (forcément) besoin de couper l'électricité



Actualités p.4

VALLEE DE SEINE

Cimenterie : débat entre asso et salariés



Actualités p.6

YVELINES

Logements : Pierre Bédier se défend à Limay



Actualités p.9

POISSY

Beauregard : bien plus motivés que prévu

P. 5 VALLEE DE SEINE **Hôpitaux : élus et médecins désavoués par l'Etat**

P. 5 VALLEE DE SEINE **Le supermarché coopératif ne verra pas le jour**

P. 7 LES MUREAUX **Les éboueurs en grève veulent plus de moyens**

P. 8 CONFLANS-SAINTE-HONORINE **Quelle culture pour le futur centre-ville ?**

P. 10 PORCHEVILLE **Deux agressions en trois jours à la prison**

P. 14 AUBERGENVILLE **Bruno Salomone « euphorique » à la Nacelle**

P. 14 ANDRESY **Olivier de Benoist en one-man-show**

Les Halles d'Achères
Fruits & légumes frais
Produits laitiers & surgelés

le RENDEZ-VOUS des ACHEROIS
des offres promotionnelles tous les jours

Horaires : du lundi au samedi : 8h30 - 21h • dimanche matin : 8h30 - 12h30 rue du 8 Mai 1945 • 78260 Achères

VALLEE DE SEINE

GPSEO devra se serrer la ceinture

Augmentation du budget de fonctionnement limité à 1,2 %, dotation générale de fonctionnement jugée particulièrement faible : les élus de la jeune communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise ont prévenu que l'avenir serait fait d'austérité.

Née le premier janvier 2016, la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO), 73 communes de Rolleboise à Achères, se trouve fort dépourvue maintenant que l'hiver budgétaire est venu. Il se présente sous la forme d'une limitation par l'Etat de l'augmentation du budget de fonctionnement de 1,2 % pour les intercommunalités, chaque année pendant trois ans, sous la forme d'une contractualisation gérée par les préfectures.

Du rapport d'orientation budgétaire présenté au conseil communautaire en février, au budget prévisionnel voté par 73 des 129 conseillers le 28 mars dernier, ces éléments ont fait l'effet d'une douche froide. Fini l'emprunt de grande ampleur envisagé pour pouvoir investir massivement dans de grands projets, fini le format d'une intercommunalité comptant 1 200 agents, probablement finis aussi de nombreux projets d'aménagement comme d'investissement.

Les élus ont très récemment pu étudier plus en profondeur ce sinistre constat, à l'occasion d'un séminaire dédié aux finances. Le 28 mars, à la salle des fêtes d'Ecquevilly, l'ambiance n'est pas à la fête pour confirmer ces nouvelles, certes annoncées dès février par Dominique Pierret, vice-président chargé des finances à GPSEO et maire de Drocourt. En cas de non-respect des 1,2 % d'augmentation, des pénalités jusqu'à cinq millions d'euros pourraient s'appliquer.

Une douche froide

« *Le préfet dispose de six mois pour la contractualisation, on aura une vision claire au mois de juin,* expliquait alors Dominique Pierret. *On espère pouvoir faire valoir nos arguments, de manière à ce que l'on puisse un peu, ultérieurement, desserrer cet étau.* » Pour l'instant, il est prévu de respecter strictement l'obligation des 1,2 %, avec un budget de fonctionnement passant de 253 millions d'euros en 2017 à 256 millions d'euros en 2018 (sur un budget total de 430,5 millions d'euros, Ndlr).

S'ajoute à cette limite, imposée par l'Etat, le niveau jugé trop faible de sa dotation globale de fonctionnement (DGF), versée chaque année aux collectivités (voir encadré). « *Pour la communauté urbaine, ça va être particulièrement compliqué, on était en phase de croissance,* s'émeut Dominique Pierret. *On est en train de nous couper purement et simplement les ailes, pour nous traiter de la même manière que des communautés urbaines qui ont un régime de croisière bien établi.* » Il précise ne pas être en mesure de présenter un budget prévisionnel détaillé, se contentant pour l'instant « *des grandes masses* ».

Le président de GPSEO et maire de Verneuil-sur-Seine Philippe Tautou (LR), ainsi que la sénatrice et conseillère communautaire Sophie Primas (LR), ont pris la plume pour demander au premier ministre « *un objectif transitoire en assouplissant les objectifs de la contractualisation* », a indiqué cette dernière. Malgré tout, cette année, et probablement jusqu'aux élections municipales, le taux d'imposition intercommunal, portant sur la taxe foncière, ne change pas.

« *Nous avons voulu, avec un couteau dans le dos, créer cette belle communauté, un beau bébé, vigoureux, à qui on donne des biberons deux fois plus petits que les autres et à qui on retire cette année le goûter,* analyse-t-elle de la situation au conseil d'Ecquevilly. *Il va falloir le faire courir aussi vite que les autres… je vous invite, chers collègues, à être collectivement très courageux.* »

Dans la même veine, Philippe Tautou promet « *des larmes et du sang* » qu'il va falloir « *expliquer à vos populations* ». Alors, « *ça va être compliqué, difficile, mais il va falloir le faire parce qu'on n'a pas le choix* », engage-t-il, les conseillers lui faisant face dans la salle des fêtes : « *Il faut aborder ce travail avec enthousiasme, saisir l'opportunité pour se remettre en question sur les projets.* »

En effet, impossible de réaliser ce que les élus de GPSEO avaient en tête avec cette limite des 1,2 % d'augmentation du budget de fonctionnement. « *Peut-être qu'on a été trop ambitieux, c'est possible ! Je ne vous demande pas d'abdiquer, de renoncer, mais parfois, il faudra faire une pause pour prioriser les projets qui sont importants pour nous, vitaux pour nous.* »

La conséquence la plus immédiate de cette austérité annoncée repose cependant sur le personnel de la communauté urbaine et les tâches qui leur sont dévolues, à l'instar de l'entretien de la voirie communautaire. « *On va pouvoir avoir des recrutements en net à un niveau de 1,4 million d'euros, soit une trentaine d'ETP (équivalents temps plein, Ndlr),* lâche le vice-président aux finances en présentant le budget prévisionnel. *On va être obligé de se limiter à ce flux-là pour cette année.* »

« Nous couper purement et simplement les ailes »

Pourtant, alors qu'ils sont actuellement un bon millier d'agents, l'organisation du travail au sein de GPSEO a été construite sur une base d'environ 1 200 fonctionnaires pour pouvoir fonctionner correctement. « *Ca va nous contraindre énormément,* précise Dominique Pierret. *Forcément, il y aura des choix à faire dans ce qu'on fait, dans ce qu'on ne fait pas, car on n'aura pas nécessairement tout le personnel pour le faire.* »

Face à Dominique Pierret et à l'exécutif, la plupart des groupes politiques d'opposition reconnaissent le caractère extérieur d'une partie des contraintes sévères auxquelles font désormais face les finances de GPSEO. « *Nous prenons acte que le budget de la communauté urbaine s'est fait dans une logique de contrainte par l'Etat qui limite nos dépenses de fonctionnement* », déclare ainsi Philippe Simon, ex-maire de Bouafle et représentant du groupe Seine.

« *Il y a une volonté de mise sous tutelle des collectivités par l'Etat, l'exercice budgétaire est particulièrement difficile,* estime de son côté Denis Faist, premier adjoint UDI à Andrésy pour le groupe Indépendants Seine et Oise (Iso). Pour lui, « *l'objectif unilatéral qui ne s'apparente pas vraiment à un contrat est plus que contraignant pour la communauté urbaine* ». Il n'en oublie pas de rappeler l'opposition du groupe au « *pacte fiscal* » liant les communes à GPSEO, qui « *fera probablement l'objet d'un arbitrage juridique* » et constitue le motif du vote contre du groupe Iso.

La charge est venue de l'écologiste Ghislaine Senée, représentante du groupe Citoyens pour un territoire solidaire et écologique. « *Il faut que nous soyons courageux d'admettre l'échec que nous avons alerté et dénoncé au cours de la préfiguration [de l'intercommunalité],* rappelle-t-elle du choix de devenir communauté urbaine plutôt que communauté d'agglomération. *Qui a décidé de créer ce périmètre ? Qui a créé une communauté urbaine et a oublié d'aller négocier avec l'Etat ? Quel risque énorme nous avons pris !* »

« Des larmes et du sang »

Dénonçant le passage en communauté urbaine pour obtenir huit millions d'euros supplémentaires de l'Etat en 2016, elle estime que « *le vrai courage serait de poser ce diagnostic* ». Et déplore ensuite un budget prévisionnel jugé bien trop flou. « *Ici nous sommes tous conseillers municipaux, pour un bon nombre maires, imaginez ce que ce serait en conseil municipal : on ne vous amène que les grandes masses, mais faites-nous confiance, on va pouvoir porter le budget* », s'enflamme-t-elle, espérant ce soir du 28 mars « *remettre en cause le fonctionnement de cette assemblée* ».

S'il laisse fréquemment les interpellations de l'écologiste sans réponses, cette fois-ci, le président Philippe Tautou en apporte une. « *Ghislaine, si on n'avait pas été dans une communauté urbaine, mais je n'ose pas imaginer la situation financière aujourd'hui !,* s'émeut-il. *C'est purement et simplement inimaginable que la structure qui est la nôtre ne soit pas comprise comme le meilleur modèle de développement pour capter le maximum de subventions et de dotations.* »

Un modèle de développement auquel il continue de croire fermement : « *Si on n'avait pas choisi le développement économique comme objectif numéro un, on n'aurait pas dans les années qui viennent des perspectives de recettes nouvelles.* » Mais « *le problème du développement économique est que c'est lent* », reconnaît-il. Et s'il a assuré « *revenir* » prochainement vers les élus « *avec des propositions* », leur tonalité principale sera sans aucun doute celle de l'austérité budgétaire.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Pour la communauté urbaine, ça va être particulièrement compliqué, on était en phase de croissance », s'émeut le vice-président aux finances Dominique Pierret au dernier conseil.

DGF : la communauté urbaine lésée par l'Etat ?

Les élus à la tête de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise (GPSEO) n'en auraient probablement pas parlé publiquement si ne s'était ajoutée la contractualisation à 1,2 % par an de l'augmentation des dépenses de fonctionnement. Ils estiment cependant que leur dotation générale de fonctionnement est faible, la jugent *« inacceptable »* par rapport à d'autres intercommunalités yvelinoises, et même *« une des dotations par habitant parmi les plus faibles de tout le pays »* selon l'ex-maire d'Aubergenville, sénatrice et conseillère communautaire Sophie Primas (LR).

« Dans ce tableau, vous voyez aussi quelque chose que l'on voudrait discuter, et faire valoir aux services de l'Etat qu'on n'est quand même pas traités tout à fait correctement dans cette affaire, indique Dominique Pierret, vice-président aux finances de GPSEO. *La communauté urbaine a une dotation par habitant de 106 euros… et vous voyez que la dotation de Saint-Quentin-en-Yvelines, c'est 258 euros : il y a 250 % d'écart. »*

Les Halles d'Achères

Fruits & légumes frais
Produits laitiers & surgelés

Le rendez-vous des Achérois

Les promos de mars et avril 2018

ARRIVAGES JOURNALIERS

DANS LA LIMITE DES STOCKS DISPONIBLES

1,30€


Milka Choco Jaffa Orange jelly


Milka Choco Jaffa Strawberry


Milka Choco Jaffa chocolat mousse


Milka choco minis


Milka choco cow


Milka choco sticks


Milka choco cookie

1,00€


Gaufrettes ''Cars''


Salsa fraise


Pepito LU 100g


Mini roulés faise


Minis cigarettes 125g


Gaufettes ''Disney''


Salsa citron


Cookies choco 5+1 gratuite


Minis cookies chips


Moelleux choco 5+1 gratuite


gateaux chocos animaliers 180g


Mini roulés Chocolat


Mini roulés Cappuccino


Minis galettes 200g


paquet Big cookies


Magdalenas goût fraises


Magdalenas goû chocolat


Palmiers x 16


Magdalenas Goût citron


biscuits fourrés goût chocolat


6 tartelettes goût fraise

OUVERTURE EXCEPTIONNELLE

tous les DIMANCHES de MARS et AVRIL

de 8h30 à 19h00 NON -STOP

rue du 8 Mai 1945 • 78260 Achères

VALLEE DE SEINE Cimenterie et carrière : un combat « commun » entre salariés et écologistes ?

Lors d'un débat sur l'existence de la cimenterie Calcia et l'exploitation de la nouvelle carrière, écologistes et salariés ont échangé, notamment sur l'emploi, sans parvenir à s'entendre.

Militants environnementalistes et salariés de la cimenterie Calcia à Gargenville ne s'étaient jamais retrouvés face-à-face pour débattre de leurs positions à propos du projet d'exploitation d'une carrière de calcaire à Brueil-en-Vexin. Vendredi 7 mars, à l'espace Guy Mainière, un débat organisé par le Parti communiste mantais a permis à la quarantaine de personnes présentes d'échanger autour de cette question.

Si salariés et militants sont tombés d'accord sur l'idée d'un combat « *commun* » à mener, des oppositions persistent, notamment sur la question de la reconversion de la cimenterie et l'emploi. « *En 2020, il n'y aura plus de calcaire, la carrière pérennise l'activité,* attaque Pascal Gaumer, secrétaire de la CGT de l'usine de Gargenville. *Si la cimenterie ferme, ce sont 100 emplois qui sont rayés de la carte !* »



LA GAZETTE EN YVELINES

« Nous sommes les premiers à dire quand les évacuations de poussières ne devraient pas se faire », souligne Pascal Gaumer (à gauche), secrétaire de la CGT de la cimenterie de Gargenville.

Face à Dominique Pélegrin, présidente de l'association environnementale opposée à ce projet (AVL3C-Vexin Zone 109, Ndlr), il le reconnaît : « *C'est vrai on pollue, malgré les améliorations.* » Le syndicaliste met en avant les « *45 millions d'euros* », annoncés par Calcia à Gargvenville, pour la mise aux normes de l'usine en cas d'autorisation d'ouvrir la carrière. « *Depuis 15 ans, un million d'euros par an est consacré à la réduction des émissions de particules* », précise-t-il aussi.

« *Cela ne vous choque pas que cela n'ait pas été fait il y a 15 ans ?* », rétorque Dominique Pélegrin de la modernisation de la cimenterie. « *Nous sommes les premiers à dire quand les évacuations de poussières ne devraient pas se faire,* souligne un Pascal Gaumer souhaitant montrer que les salariés sont conscients de l'environnement. *Tout n'est pas parfait mais tout n'est pas noir non plus.* »

« La reconversion n'est qu'une hypothèse »

Dominique Pélegrin indique comprendre que les salariés défendent leurs emplois. « *Elles créent de l'emploi autour de l'artisanat, du tourisme. Le projet de Calcia pourrait détruire 200 emplois* », répond-elle cependant de la situation de l'emploi dans les communes rurales limitrophes de la future carrière.

« *On ne demande pas la fermeture de l'usine mais sa reconversion,* insiste un militant de l'association. *Nous devons faire pression ensemble.* » Un point de vue que ne partagent pas les quelques salariés de l'usine présents. « *En raisonnant comme vous on déplace le problème* », argue l'un d'eux. Un autre poursuit : « *La reconversion n'est qu'une hypothèse, il n'y a aucune garantie.* »

« On nous reproche tout. »

« *Il ne faut pas que vous pensiez que l'on confond direction et salariés* », note Guy Leroy, un militant de l'AVL3C, en s'adressant aux salariés présents qui expriment leur dépit : « *On nous reproche tout.* » Secrétaire de section du canton pour le PCF, Armelle Hervé s'interroge : « *Comment peut-il y avoir convergence sur ces questions ?* »

Conseiller d'opposition à Mantes-la-Jolie, Marc Jammet (PCF) évoque pour sa part un débat « *passionné* » et reconnaît être « *tiraillé* » entre les arguments des deux parties. « *On s'aperçoit qu'en tant que citoyens, on est tous liés par les préoccupations environnementales* », conclut Pascal Gaumer. Mais il insiste, à propos de la convergence de ces deux luttes-là : « *Cela prendra encore certainement un peu de temps.* »

En bref

YVELINES Les Départements indispensables au véhicule autonome ?

La présentation des recherches de Vedecom, spécialiste du véhicule autonome, a donné lieu à une défense des Départements par le président de celui des Yvelines.

« *Nous sommes heureux de le faire avec Vedecom et bien d'autres projets départementaux où la recherche, l'intelligence et la créativité s'expriment.* » Il n'a pas mégoté, le président du conseil départemental Pierre Bédier (LR), à propos des 20 millions d'euros votés par sa collectivité pour trois projets de Vedecom, à l'occasion d'une journée de présentation de l'état de ses recherches.

Cette fondation publique-privée, installée à Versailles depuis 2013, issue d'une structure créée par l'Université Versailles-Saint-Quentin-en-Yvelines (UVSQ) avec les constructeurs et équipementiers automobiles, est financée à hauteur de 300 millions d'euros sur dix ans. Elle travaille au véhicule autonome et électrique, et emploie 175 personnes dans 7 000 m² à Satory.

Comme depuis plusieurs mois, Pierre Bédier s'est donc fendu d'un plaidoyer en faveur des Départements franciliens, que le gouvernement envisage de supprimer. « *Cela explique la présence de ces éminentes personnalités départementales* », a-t-il expliqué de la présence de représentants des autres conseils départementaux à ses côtés, dont Patrick Devedjian, son homologue LR des Hauts-de-Seine.

En bref

GUERVILLE Viaduc de l'A13: la circulation des trains coupée

Les travaux du futur viaduc de l'autoroute A13 ont nécessité l'interruption de la circulation des trains, le week-end du 31 mars au 1er avril.

Cinq ans que la date du 31 mars 2018 avait été réservée, après de longues négociations avec la SNCF. Pour les conducteurs des travaux du viaduc de Guerville, un chantier à 47 millions d'euros, ce samedi-là marque une étape : le viaduc est glissé doucement, vers le bas et au-dessus des rails, face à la centrale EDF de Porcheville.



LA GAZETTE EN YVELINES

Les travaux devraient prendre fin en février 2020.

Par mesure de sécurité, la circulation des trains a été interrompue durant tout le week-end, bien que les travaux soient situés huit mètres au-dessus des voies. La difficulté de ce chantier réside dans la pente de 4 % de la route. Il faut donc impérativement maintenir l'avancée du tablier, qui, contrairement aux chantiers habituels, est glissé vers le bas et non vers le haut, à un rythme régulier de 10 mètres par heure.

Chantier à 47 millions d'euros

Les travaux entrent dans le cadre du plan de relance autoroutier qui doit permettre à terme, de créer une bande d'arrêt d'urgence ainsi qu'une voie de circulation supplémentaire dans les sens Paris-Normandie et Normandie-Paris. « *C'est un chantier à caractère exceptionnel en raison de l'accumulation des contraintes* », commente Arnaud Quemard, directeur général du groupe Sanef (Société des autoroutes du nord et de l'Est de la France, Ndlr).

En bref

POISSY Le PSG veut rassurer sur les délais du chantier

Commencées il y a plusieurs semaines, les recherches archéologiques effectuées à Poncy ne devraient pas retarder le début des travaux, faute de découverte importante, assure le PSG.



LA GAZETTE EN YVELINES

Les recherches devraient se terminer d'ici au début du mois de juillet.

Le directeur immobilier du PSG, à la tête du projet de centre d'entraînement du PSG, Djamal Riffi, l'affirme, mardi 3 avril dernier : il n'y a pas de fouilles archéologiques en cours. Il en reste au « *diagnostic archéologique* » obligatoire sur les 75 hectares du terrain de Poncy rachetés par le club à Poissy, sur lesquels une activité gallo-romaine est connue de longue date.

« *Ces diagnostics archéologiques sont réalisés par l'État et ne concernent pas le PSG, il est donc difficile de communiquer sur le sujet* », commente Djamal Riffi. « *C'est un sujet délicat car personne ne souhaite beaucoup communiquer sur ce qui est découvert, pour ne pas attirer des collectionneurs avec leur poêle à frire* », persifle Djamal Riffi.

Discrétion autour des découvertes

Démentant un récent article du quotidien sportif *L'Equipe*, il assure que les travaux ne sont pas retardés par ces diagnostics. Les recherches devraient prendre fin au début du mois de juillet. Si jamais des vestiges d'intérêt scientifique étaient découverts, de véritables fouilles seraient alors organisées. Pour le moment, nous en serions encore loin : selon le directeur immobilier du PSG, seules « *quelques pièces ont été trouvées* » sur le site.

En bref

VALLEE DE SEINE Hôpitaux : élus et médecins désavoués par l'Etat

Ils avaient pourtant pesé pour garder le directeur par intérim des hôpitaux de Mantes-la-Jolie, Poissy et Saint-Germain-en-Laye.

Leur visite à Matignon n'a servi à rien. La direction commune aux hôpitaux de Mantes-la-Jolie, Poissy et Saint-Germain-en-Laye, est assurée par Isabelle Leclerc, ex-directrice de l'hôpital de Montreuil (Seine-Saint-Denis). Directeur par intérim depuis le départ de Michaël Galy en septembre dernier, son ex-adjoint Sylvain Groseil devrait rester pour l'instant.

« *La nouvelle directrice devait arriver au mois de juin, Madame Leclerc est arrivée mardi, plus tôt que prévu* », note non sans ironie Catherine Martinez-Mokrani, secrétaire de la CGT de l'hôpital de Mantes-la-Jolie. Ediles des communes concernées et médecins n'avaient pourtant pas mégoté leurs efforts, jusqu'à un rendez-vous avec un conseiller du premier ministre, pour demander le maintien de Sylvain Groseil au nom de la stabilité.

« *On réagit assez mal, on a un peu l'impression de ne pas avoir été très bien traités,* commente le maire mantais Raphaël Cognet (LR), qui attend désormais de rencontrer la nouvelle directrice. *On a eu la garantie que le projet de regroupement [entre hôpitaux] ne serait ni retardé ni impacté, [...] Monsieur Groseil reste adjoint un temps suffisant pour pouvoir porter le dossier.* »

En image



LA GAZETTE EN YVELINES

CONFLANS-SAINTE-HONORINE Norbert, star du concours « Comme un chef »

« *C'est un pied-de-nez à mon fils qui dit que je ce que je cuisine n'est pas bon.* » Estelle, la gagnante conflanaise du concours de cuisine *comme un chef* est ravie de sa victoire. Pourtant, ce samedi 31 mars, la star de la journée est le cuisinier Norbert Tarayre, connu pour avoir été l'un des chouchous du public lors de son passage dans l'émission *Top Chef*. Avec le maire de Conflans, où s'est déroulé la finale du concours, ils ont décernés à Estelle le premier prix. « *C'est ça la cuisine, c'est de l'amour, c'est du partage*», a glissé le cuisinier star, à l'issue de la journée.

En bref

VALLEE DE SEINE Le supermarché coopératif ne verra pas le jour

Son initiateur pisciacais confie avoir échoué à rassembler suffisamment pour pouvoir lancer la création d'un supermarché coopératif à Poissy, sur le modèle de la Louve parisienne.

Malgré une page Facebook et des réunions organisées en vallée de Seine en 2017, le Pisciacais Valentin Guillaume n'a pas réussi à fédérer une équipe motivée. Il a remisé son ambitieux projet de supermarché coopératif : il visait une ouverture en 2020 sur le modèle suivi par la Louve, ouvert à Paris fin 2016 par 4 000 membres et premier du genre en France.

Lui-même membre de la Louve, ce natif de Poissy (aussi responsable de la branche jeunes du Modem à Paris, Ndlr), redevenu habitant de la commune l'an dernier, comptait dupliquer ce modèle coopératif à Poissy. « *J'ai essayé pendant des mois de convaincre, mais je n'ai pas réussi à fédérer une équipe pour mettre les mains dans le cambouis et lancer le projet* », témoigne-t-il aujourd'hui.

« *Je suis toujours convaincu que c'est un modèle commercial du futur,* estime Valentin Guilliame. *Beaucoup de personnes étaient intéressées à rejoindre un projet fini, c'est-à-dire acheter et participer au fonctionnement, mais des gens prêts à mettre la main à la pâte étaient trop peu.* » Il assure qu'il apportera son soutien à tout nouveau projet de supermarché coopératif .



DU SAMEDI 14 AVRIL AU DIMANCHE 6 MAI

LES JOURS REMARQUABLES

JUSQU'À –50 % SUPPLÉMENTAIRES*
SUR LE PRIX OUTLET**

OUVERT 7J/7

MARQUES AVENUE
A13

GRANDES MARQUES, GRANDES DÉMARQUES,
TOUTE L'ANNÉE.

AUTOROUTE A13. SORTIE 9.

*Offres non cumulables valables sur une sélection d'articles signalés et uniquement dans les magasins participants. Conditions sur marquesavenue.com. **Prix démarqués.

LIMAY Pierre Bédier visite le futur chantier du centre-ville et défend sa politique

Le président LR du conseil départemental des Yvelines, dont la collectivité verse 4,65 millions d'euros pour réaménager le centre limayen, assume sa politique en la matière face aux polémiques.

Jeudi 5 avril, au centre-ville de Limay, le petit groupe bloquant parfois les rues suscite la curiosité des passants et automobilistes. Quelques jours après le vote d'importantes subventions du Département, élus limayens et fonctionnaires se font présenter sur place deux projets détaillés, élaborés par l'aménageur public Citallios, tant pour le centre-ville qu'autour de la gare SNCF.

Au centre-ville, malgré l'opposition de certains habitants ayant couvert de tracts, dénonçant l'opération, la vitrine d'un bâtiment dont la démolition est prévue, l'humeur est bonne : « *Ce n'est pas tous les jours qu'on arrive à extirper 4,65 millions d'euros au conseil départemental* » (dont 4 millions d'euros au centre-ville, Ndlr), lâche en souriant l'adjoint Djamel Nedjar (PCF).

Au centre de l'attention figure Pierre Bédier, qui n'a pas manqué de saisir cette tribune pour répondre à ses opposants de la droite yvelinoise (voir encadré). Président du Département et vice-président de la communauté urbaine Grand Paris Seine et Oise, qui financent, il est aussi président de Citallios, qui aménage cette opération pour un total de 13,5 millions d'euros.

Malgré l'opposition d'habitants, Citallios compte boucler l'ensemble des rachats en 2018, avec un coût estimé à plus de 8 millions d'euros, pour lancer les travaux en 2019, avec une fin de chantier en 2023. De 320 à 340 logements sont prévus sous la forme d'immeubles de trois étages et combles, accompagnés de 1 500 m² de commerces à leur pied. Une nouvelle place du marché doit également être créée, et le petit supermarché Franprix déménagé.

320 à 340 logements

« *Ce n'est pas avec le nombre de logements créés qu'on va financer les dépenses relatives au foncier* », explique le maire Eric Roulot (PCF) de cette opération lourdement déficitaire, pour laquelle la municipalité injectera plus de 5 millions d'euros. Faisant référence à un réaménagement précédent réalisé dans les années 1980 à proximité par le maire d'alors, Maurice Quettier (PCF), Eric Roulot estime « *qu'il faut le refaire 40 ans plus tard* » afin de pouvoir « *répondre à la demande et être dans le marché pour être en capacité de faire des offres à ces jeunes Limayens* ».

Le directeur général de Citallios, Hervé Gay, préfère « *ne pas parler d'opérations bénéficiaires ou déficitaires* », et explique : « *Il y a des opérations nécessaires pour revitaliser les villes, et selon le marché immobilier qui existe, elles sont plus ou moins équilibrées.* » Il reconnaît cependant que certaines opérations ne peuvent se faire sans « *l'intervention financière de la puissance publique* ».



LA GAZETTE EN YVELINES

Elus limayens et fonctionnaires, accompagnés du président du Département Pierre Bédier (LR), se font présenter par l'aménageur public Citallios le projet de réaménagement du centre-ville.

Deux maires attaquent Bédier, qui critique leurs « petits intérêts particuliers »

Attaqué en interne au sein des LR des Yvelines depuis qu'il a affirmé sa volonté d'en reprendre la barre (voir indiscret ci-dessous), le président du conseil départemental Pierre Bédier (LR) a été bénéficiaire d'une seconde salve de critiques quelques jours après, cette fois-ci pour sa politique en matière de subventions dédiées au logement. En première ligne figure Pascal Thévenot (LR), maire de Vélizy-Villacoublay, également à l'origine de la fronde interne.

Le maire de Versailles, François de Mazières (DVD), de son côté, n'a pas vraiment apprécié de se voir coupé, entre autres, du dispositif d'aide du Département pour les communes carencées en matière de logements sociaux. Il en a été informé suite à son refus, pour aménager son futur quartier Pion, de choisir l'aménageur public Citallios, issu de la fusion de ceux des Yvelines et des Hauts-de-Seine, dirigé par Pierre Bédier, et dont le projet était jugé trop dense. Il a récemment dénoncé « *des mesures d'une autre époque* » dans *Toutes les nouvelles.*

« *Dans une partie des Yvelines, reconstruire la ville sur la ville rapporte beaucoup d'argent, dans d'autres, cela ne peut être qu'en déficit,* a répondu le principal intéressé à Limay. *Dans des villes à 7 000 ou 8 000 euros du mètre carré, on ne peut pas faire appel à la subvention publique parce qu'on ne veut pas trop densifier, de peur de se fâcher avec les voisins.* » Selon Pierre Bédier, « *ce n'est pas une polémique avec Monsieur le maire de Versailles mais une conception radicalement différente de l'intérêt général, qui n'est pas une addition de petits intérêts particuliers* ».

Indiscrets

La campagne pour la présidence des LR yvelinois est visiblement déjà lancée, et elle sera probablement plus compliquée que prévu pour Pierre Bédier. Prévue en fin d'année, au même moment que les votes nationaux pour déterminer la ligne politique, l'élection du président yvelinois avait été quasiment annexée par le président du conseil départemental et chef de file historique de la droite locale.

Il a en effet déclaré sa candidature il y a quelques semaines, et tient depuis des réunions militantes dans chaque circonscription où il se présente comme de nouveau à la barre. Le 30 mars, pourtant, une lettre ouverte d'une centaine de maires, conseillers municipaux et responsables internes, notamment menés par le maire de Vélizy-Villacoublay, Pascal Thévenot, demande « *un renouveau de la politique yvelinoise* », c'est-à-dire un autre président que Pierre Bédier.

La réponse n'a pas tardé. Le jour même, dans un communiqué de presse, une centaine de maires (dont ceux de Poissy et de Conflans-Sainte-Honorine, qui ont pourtant quitté le parti l'an dernier, Ndlr), adjoints, conseillers municipaux ou départementaux et responsables internes, apportent leur soutien au seul candidat déclaré jusqu'à présent. « *Sa seule ambition est de faire émerger une nouvelle génération et de la préparer pour les prochaines échéances* », assurent-ils.

Ces deux communes n'ont pas manqué d'humour à l'occasion du 1er avril. A Aulnay-sur-Mauldre, quelques internautes ont été piégés par un sondage destiné à choisir la nouvelle sonnerie des cloches de l'église, l'actuelle étant « *jugée trop classique voire vieillissante* ». Le choix de musiques proposées, de la bande originale du *Pont de la rivière Kwaï* à la *Lambada* en passant par *Allumer le feu*, dévoilait cependant la nature farceuse de ce sondage-poisson d'avril. A Carrières-sous-Poissy, la municipalité a de son côté annoncé la fusion avec Poissy, rachetée en totalité grâce à une association avec l'Olympique de Marseille, l'ensemble devenant « *Carrières-sur-Poissy* », nom de la commune au XIXe siècle.

Les permanences font régulièrement l'objet de discussions, parfois vives, entre élus. Il y a quelques semaines, la députée des Yvelines Florence Granjus (LREM) déplorait publiquement le refus de mise à disposition d'une salle à Poissy par le maire Karl Olive (DVD), s'attirant une réponse salée. Jeudi dernier à Limay, la conseillère départementale Cécile Dumoulin (LR) s'est émue devant le maire Eric Roulot (PCF) du fait que les fonctionnaires de l'hôtel de ville ne se montrent pas vraiment empressés à aider les citoyens à se diriger vers sa permanence... récoltant pour toute réponse un sourire mi-gêné, mi-amusé du maire de cette municipalité historiquement communiste.



CHANTELOUP-LES-VIGNES

Après l'incendie, Catherine Arenou espère de l'argent pour les banlieues

Dans la nuit du 31 mars au 1er avril, un incendie a ravagé une école maternelle au coeur de la Noé. La maire DVD espère un lancement rapide des projets de rénovation urbaine.

Catherine Arenou le reconnaît elle-même : « *C'est rare que je communique sur quelque chose qui ne va pas.* » Ce dimanche 1er avril, la maire chantelouvaise (DVD), d'habitude si attentive à ne pas jeter l'opprobre sur sa commune, exprime pourtant sa colère sur Twitter, suite à l'incendie criminel qui a ravagé l'école maternelle Roland Dorgelès. Située au cœur de la cité de la Noé, elle a brûlé dans la nuit du samedi 31 au dimanche 1er avril (voir encadré).

« *On en a discuté pendant deux, trois heures avec mon équipe,* confirme l'élue. *Ce n'était pas par rapport à moi, mais au risque que je pouvais faire courir aux habitants du quartier et leur stigmatisation.* » Mais la colère et la fatigue exprimées par Catherine Arenou ont pris le dessus, face à ce qu'elle estime être un manque d'actions de l'État pour les quartiers en politique de la ville. Elle demande que les projets de rénovation urbaine (PRU) soient lancés pour sortir de l'impasse (le gouvernement a promis des annonces très prochainement, Ndlr).



MAIRIE DE CHANTELOUP-LES-VIGNES

A l'intérieur, deux feux ont été allumés, dans un couloir et une salle de classe. « Ils savaient comment faire », explique la maire Catherine Arenou (DVD).

L'école incendiée fait en effet partie de la seconde partie du projet de rénovation urbaine chantelouvais. « *Cela fait plus de deux ans que l'on a lancé des études, mais je n'ai pas de visibilité financière* », détaille Catherine Arenou, en posant sur son bureau le dossier complet du projet comprenant l'école et la place du Trident (qui n'étaient pas inclus dans le PRU 1, Ndlr).

L'école, construite « *dans les années 1970* » n'a jamais connu de rénovations majeures. Dans le cadre du PRU, elle aurait vocation à devenir une cité éducative. Ecoles maternelle et primaire, collège, mais aussi activités périscolaires et maison des parents devraient être rassemblés dans ce bâtiment. « *L'idée, c'est de suivre le parcours des enfants de la maternelle à la sortie du collège, tout en mettant l'accent sur l'apprentissage des langues et le numérique* », insiste la maire.

Mais elle dénonce les pratiques de l'Agence nationale de rénovation urbaine (ANRU) : « *Ils font multiplier les études pour ne pas entrer dans le dur et s'engager financièrement.* » Elle ajoute : « *Mais au bout d'un an, deux, trois, les parents ne voient rien venir et c'est la crédibilité du maire qui en prend un coup. Ça les intéresse quand leur enfant est à l'école, pas quand il en est sorti !* »

Un projet auquel il manque donc la validation du programme financier par l'ANRU... et que complique l'incendie, l'école étant devenue inutilisable. « *Le toit a été touché, de la suie et de la fumée se sont propagées* », précise Catherine Arenou. L'expertise devrait définir prochainement le montant total des dégâts.

Aussi vice-présidente en charge de la politique de la ville à la communauté urbaine et au conseil départemental, elle évoque également le cas du quartier du Val Fourré, à Mantes-la-Jolie : « *C'est encore pire. On leur a demandé de faire des études globales, puis par secteur, et après, on leur a reproché de ne pas avoir réalisé d'études globales !* » L'ancien maire mantais Michel Vialay (LR) exprimait d'ailleurs publiquement son impatience à ce sujet depuis plusieurs années, comme le fait aujourd'hui encore son successeur Raphaël Cognet.

Si elle a apprécié la venue de Jacques Mézard, ministre de la cohésion des territoires ce mardi 3 avril, elle n'est pas dupe : « *Il a parlé de soutien moral et financier. Mais j'attends les actes. Il a peut-être dit ça parce qu'il sent qu'on (les maires de banlieue, Ndlr) en a ras-le-bol.* » Un ras-le-bol qu'elle avait déjà évoqué en septembre 2017, concernant l'annulation de crédits dédiés à la politique de la ville.

Pour Chanteloup-les-Vignes, la perte s'élève à « *46 000 euros* ». Une somme notamment allouée aux recrutements d'éducateurs pour proposer aux jeunes différentes activités sportives. « *Ces dernières vacances, ce sont 25 jeunes qui n'ont pas été accueillis et qui se sont retrouvés dehors,* s'indigne la première magistrate. *Et on a vu la différence.* » Elle confirme que des violences voire de « *vraies émeutes* » ont éclaté entre jeunes du quartier et forces de l'ordre au cours de la deuxième semaine des vacances scolaires.

« *Ça a explosé, on a rien vu venir* », confie-t-elle. Du côté du commissariat de Conflans-Sainte-Honorine, une montée en puissance avait bien été ressentie pendant ces vacances. « *En ce moment c'est des caillassages quotidiens,* précisait un fonctionnaire à l'époque. *On sent qu'il y a quelque chose, mais on ne sait pas quoi.* » En vue des prochaines vacances, elle a mis en place des actions d'urgence pour un coût de 80 000 euros. « *On va renforcer les activités, faire du maraudage pour accompagner les jeunes dans les structures, aux activités* », insiste Catherine Arenou.

Si elle ne fait pas de lien de cause à effet, Catherine Arenou reconnaît que l'incendie s'inscrit « *dans cette ambiance* », tendue. Des tensions qui restent visibles ce jeudi 5 avril, lors d'un tournage de la chaîne *France 2*, au niveau de la rue des Petits pas et de l'école. « *Vous avez deux minutes* », lance le directeur de cabinet aux journalistes. Il est 16 h, le bruit des motos résonne dans les rues adjacentes. Des « *mouvements de jeunes* » sont signalés. Le tournage est terminé.

L'école plusieurs fois prise pour cible

Dans la nuit du samedi 31 mars au dimanche 1er avril, une ou plusieurs personnes se sont introduites au sein de l'école maternelle Roland Dorgelès, rue des Petits pas, en forçant « *avec une masse* », détaille la mairie. A l'intérieur, deux feux ont été allumés, dans un couloir et une salle de classe. « *Ils savaient comment faire, ils ont créé des appels d'air* », explique la maire Catherine Arenou (DVD).

Toute l'école est désormais inutilisable « *pour plusieurs semaines voire mois* », poursuit l'élue. Qui pense plutôt à une réouverture « *en septembre prochain* ». En attendant, c'est au centre de loisirs Jacques Prévert que sont accueillis les enfants : « *On cherchait un lieu qui puisse accueillir tout le monde en une fois et qui avait un matériel en partie adapté.* » Au lendemain de l'incendie, maire, élus, services municipaux et parents d'élèves ont récupéré et nettoyé le matériel encore utilisable.

« *Il y a eu une solidarité exceptionnelle qui s'est mise en place* », souligne Catherine Arenou. Ce n'est pas la première fois que l'école maternelle, située à proximité de points de trafics de stupéfiants, est prise pour cible. *BFMTV* et *Le Monde* rapportent que l'école servait de planque aux forces de l'ordre. Le 28 mai 2014, un feu avait été allumé et six classes ravagées.

En bref

LES MUREAUX

Les éboueurs en grève réclament davantage de moyens

En réponse à l'appel de grève nationale de la CGT, les éboueurs de l'agence Sepur des Mureaux ont arrêté de travailler du mercredi 4 au vendredi 6 avril.



LA GAZETTE EN YVELINES

Une promesse d'augmentation des salaires a mis un terme à la grève.

Sur la cinquantaine de camions de l'agence Sepur des Mureaux, quatre ont entamé une tournée de collecte des déchets, jeudi 5 avril. Après un peu plus de quatre jours de grève, les salariés ont repris le travail vendredi midi. Les Mureaux, Orgeval, Ecquevilly, Chapet, entre autres, ont été touchées par cette grève, décidée à la suite d'un appel national de la CGT, mais avec des revendications spécifiques aux Mureaux.

Après deux jours de grève, mardi 3 et mercredi 4 avril, Marc Chavenet, délégué central CGT du groupe et meneur de la grève muriautine, avançait 100 % de grévistes. Il devait rencontrer les responsables de Sepur afin de négocier la reprise du travail. « *La direction se fout de ma gueule !,* s'insurgeait-il alors. *Ils ont annulé les rendez-vous de jeudi et de vendredi.* »

Embauches des intérimaires, heures supplémentaires non payées, ou semaine de 32 heures étaient parmi les points de crispation. « *Il y a un véritable mal-être chez Sepur* », regrette Aissa, délégué du syndicat majoritaire Sud. « *Nos primes d'intéressement sont trop faibles, nous avons touché moins de 100 euros pour l'année 2017* », dénonce-t-il. Des promesses sur les salaires ont finalement permis la reprise du travail.

En bref

VALLEE SUR SEINE

Mer de déchets : quelles solutions apportées par les riverains ?

Réunis samedi 31 mars, le collectif Déchargeons la plaine et quelques élus ont tenté de trouver des solutions pour mettre fin à cette décharge sauvage.



LA GAZETTE EN YVELINES

La prochaine réunion devrait avoir lieu le 26 avril prochain à Triel-sur-Seine.

Ils étaient une centaine, samedi 31 mars, à répondre à l'appel du collectif Déchargeons la plaine. Riverains et élus locaux ont marché côte à côte le long de la mer de déchets. L'objectif : se mobiliser pour trouver des moyens de nettoyer les milliers de tonnes de déchets déposés illégalement.

« *La première solution, c'est déjà de fermer les accès à la plaine, ce qui n'est toujours pas fait* », avance Alban Bernard, fondateur du collectif. « *Il existe toujours des accès potentiels à Triel et à Carrières,* dénonce-t-il. *Après pour le reste des solutions… ce sont principalement des problématiques financières. La communauté urbaine (Grand Paris Seine et Oise, Ndlr) ne communique pas sur son projet de nettoyage de la plaine et je trouve ça dommage.* »

A ses côtés ce jour-là, Bruno Millienne, député Modem de la 9e circonscription des Yvelines, Ghislaine Senée, maire EELV d'Evecquemont, ou encore Christophe Delrieu, (DVD) maire de Carrières-sous-Poissy, où la plaine est située avec Triel-sur-Seine et Chanteloup-les-Vignes. Le prochain rendez-vous est fixé au 26 avril, une réunion publique concernant l'avenir de la décharge se tiendra à la salle Grelbin de Triel-sur-Seine à 20 h 30.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE Nouveau centre-ville : un équipement culturel, oui mais lequel ?

Dédiée aux souhaits en matière d'esthétique des façades, la réunion sur le réaménagement du centre-ville a permis à des habitants de demander un espace culturel.

Une quarantaine de personnes ont répondu, jeudi 5 avril, à l'appel de la municipalité à participer à la seconde réunion publique de concertation concernant le projet de réaménagement de l'artère commerçante du centre, la rue Maurice Berteaux, et ses abords immédiats. Plusieurs des Conflanais présents ont demandé la création d'un espace culturel, dont les opposants à la fermeture du cinéma municipal du centre (il a fermé l'an dernier, son bâtiment doit être démoli et reconstruit, Ndlr).

La mairie souhaitait savoir quelle esthétique favorisaient les Conflanais, qui se sont vus soumettre des photos de façades de styles différents. Destinées à inspirer l'architecte-urbaniste bientôt sélectionné, elles divisent parfois les présents, en petits groupes autour de cartes du centre-ville. Un style se dégage : deux étages et ses combles, façade simple et unie, toit en zinc couvrant les combles. « *Des volumes raisonnables et harmonieux, pas de couleurs vives* », analyse une habitante.

A la table des opposants à la fermeture du Cinéville, il est une fois encore demandé de ne pas détruire son bâtiment jouxtant le parking de la mairie, et pour lequel ils ont d'ailleurs sollicité le classement à l'inventaire supplémentaire des Monuments historiques. Un bijoutier fait remarquer l'attractivité d'un cinéma de centre-ville. Un trentenaire, lui, propose de « *déplacer le théâtre Simone Signoret à la place du Cinéville* ». La mairie envisage pour l'instant un espace culturel « *polyvalent* ». Elle en dévoilera plus en septembre, lors de la réunion de synthèse initalement prévue en juin.



LA GAZETTE EN YVELINES

A la table des opposants à la fermeture du Cinéville (fermé l'an dernier, Ndlr), il est une fois encore demandé au maire DVD (photo) de ne pas détruire son bâtiment.

Commerçants : la piétonnisation, c'est fermement non

Lors de la précédente réunion publique, les Conflanais s'étaient très largement exprimés en faveur d'une piétonnisation partielle ou complète de la rue Maurice Berteaux. Des commerçants présents à la seconde réunion réaffirment, eux, leur vive opposition à toute exclusion de l'automobile. « *Qu'on fasse une rue piétonne ou qu'on appauvrisse le trafic automobile* » et le commerce périclite, assure Laurent Parrenin, propriétaire de bijouteries à Conflans-Sainte-Honorine et à Saint-Germain-en-Laye : « *En cas de piétonnisation de la rue, il y a de fortes chances qu'on parte.* »

Lui suggère de ne pas toucher aux voitures, et demande plus de places de stationnement (deux parkings sont envisagés, Ndlr). Le bijoutier explique son départ d'Achères par la réduction de la place de l'automobile et fait noter qu'à Saint-Germain-en-Laye, les commerces « *ont vu leur fréquentation chuter* » dans les rues piétonnisées. « *Un maire piétonnise pour ses habitants à court terme et ensuite, il prend les réflexions car un commerçant ne peut survivre longtemps,* analyse-t-il. *En tant qu'habitant, je préfèrerais qu'il n'y ait pas de voitures… mais est-ce qu'on peut faire sans ?* »

En bref

YVELINES PS : 256 militants élisent le nouveau secrétaire fédéral

Seul candidat en lice, Jacques Chesnais a reçu 100 % des suffrages des 256 militants ayant voté lors du second tour du scrutin interne du PS des Yvelines.

Le retrait d'un de ses adversaires, et l'élimination d'une autre, lui permettent d'accéder au fauteuil de premier secrétaire fédéral du PS des Yvelines. Directeur financier à la retraite, adjoint dans les années 1980 à Marly-le-Roi, Jacques Chesnais, 67 ans, y est aujourd'hui conseiller municipal d'opposition. Au PS yvelinois, 256 militants se sont rendus aux urnes pour l'élire à 100 % au second tour, jeudi 29 mars dernier (ils étaient 292 au premier tour, Ndlr).

« *L'heure est au rassemblement pour travailler ensemble et continuer à défendre nos valeurs de gauche* », a prôné Jacques Chesnais au lendemain de son élection dans un communiqué où il s'engage à « *constituer une équipe renouvelée, jeune et issue des différentes sensibilités* ». Dans une interview accordée au *Parisien*, il avance « *450 militants* » au PS des Yvelines contre 1 326 en 2017, précise le quotidien francilien.

Au premier tour, il avait réuni 47,62 % des suffrages. Il affrontait Jean-Claude Husson, maire de Saint-Arnoult-en-Yvelines, et Ismaïla Wane, conseiller municipal d'opposition à Maurepas.

En bref

MANTES-LA-JOLIE Le Lions club organise une journée de dépistage du diabète

Elle aura lieu le samedi 15 avril sur le parvis de l'hôtel de ville. Environ 500 personnes sont attendues par le Lions club mantais.

« *Au niveau national, cela fait quatre ans que c'est organisé. Mais pour le Lions mantais, ce sera une première.* » C'est par ces mots que Dominique Filloux, président du Lions club, annonce la journée de dépistage du diabète organisée ce samedi 14 avril sur le parvis de l'hôtel de ville.

De 9 h à 18 h, il sera possible aux patients volontaires de se faire dépister. « *On peut viser 500 personnes* », annonce Dominique Filloux de l'objectif fixé par le club de services qui fête cette année ses 62 ans et compte une vingtaine de membres.

Une trentaine d'infirmières et médecins bénévoles seront présents. « *Il y aura un coin dépistage et un coin confidentiel pour l'annonce des résultats* », détaille Marc Jamot, président des œuvres du Lions club.

Le club de services œuvre surtout dans les domaines « *du social et du médical* ». Mais son président reste ferme sur son utilité : « *Notre rôle est d'aider les associations à se lancer, nous sommes ouverts sur le domaine. Mais ce n'est pas notre rôle de perdurer dans l'aide.* »

En bref

POISSY En marche vers la mairie avec un wiki ?

Le seul groupe LREM actif de Poissy lance un wiki collaboratif pour recenser et développer des propositions militantes ou citoyennes… et peut-être se créer un programme municipal.

Ils démentent mollement, mais l'idée était bien dans les têtes jeudi dernier, dans ce café du centre-ville. Pisciacais, les deux assistants parlementaires de la députée Florence Granjus, accompagnés du référent du seul groupe LREM actif de Poissy (150 inscrits, Ndlr), ont lancé un « *wiki Poissy demain* » devant une trentaine de militants, sympathisants ou curieux de « *voir ce qui se prépare pour les prochaines élections municipales* », confie un ex-conseiller municipal de gauche.



LA GAZETTE EN YVELINES

« On veut d'abord construire un projet local citoyen, on verra ensuite si c'est pertinent ou non », indique des élections municipales Nathalie Martin, assistante parlementaire de la députée LREM.

« Recenser ce qui fonctionne »

Le wiki est une application web d'usage collaboratif. Le plus connu est Wikipedia… dont vient Emeric Vallespi, hier président de la fondation Wikimedia France, aujourd'hui suppléant et assistant parlementaire de la députée. Le but : « *Recenser ce qui fonctionne bien, et encourager ou évoquer des innovations qui seraient souhaitables* », détaille Nathalie Martin, son autre assistante parlementaire.

Ils comptent tenir réunion tous les 15 jours autour de ce wiki dont ils précisent qu'il est « *ouvert à tous* ». Quant aux élections municipales, « *on n'en est pas là pour l'instant* », assure Nathalie Martin : « *On veut d'abord construire un projet local citoyen, on verra ensuite si c'est pertinent ou non.* »

En bref

LES MUREAUX Un « fab lab » aussi pour les entreprises

Jeudi 5 avril, un second « fab lab » a officiellement ouvert ses portes aux Mureaux. Ce laboratoire scientifique a pour objectif d'attirer le grand public, les jeunes, mais aussi les entreprises.

En face de la médiathèque et de sa toute neuve « *micro-folie* » comprenant un premier « *fab lab* », le Creative lab transene, un laboratoire de 400 m², second « *fab lab* » de la commune, a été inauguré jeudi 5 avril. Ses créateurs veulent promouvoir la culture scientifique, technique et industrielle auprès des plus jeunes afin de développer l'attractivité de ces métiers jugés porteurs… qui sera aussi ouvert aux entreprises.

Imprimantes 3D, drones, caméras thermiques : les outils sont nombreux, et ils ne visent donc pas que les lycéens et collégiens. Les sociétés privées sont également dans le viseur de ce projet. « *Nous avons un partenariat avec Seinergy lab, qui travaille déjà en lien étroit avec de nombreuses entreprises* », confie Sarah M'hamdi, qui sera en charge du laboratoire au quotidien.

« *On peut imaginer des scientifiques disposer d'outils expérimentaux pour valider leurs hypothèses de recherche* », est-il expliqué lors de l'inauguration. Le bâtiment a été financé à hauteur de 30 % par l'Union Européenne mais aussi par l'école d'ingénieurs ECAM-EPMI, située à Cergy-Pontoise (Val d'Oise). Elle espère ainsi être un acteur majeur dans la créativité et l'innovation scientifique.



LA GAZETTE EN YVELINES

Plusieurs outils technologiques de pointes sont mis à disposition du grand public et des entreprises.

YVELINES Enedis n'a plus (forcément) besoin de couper l'électricité

Depuis un an et demi, le gestionnaire du réseau électrique dispose dans les Yvelines d'une équipe d'intervention spécialisée dans les travaux réalisés sous tension.

Au matin du mardi 3 avril en bordure de Goupillières, les quatre membres de l'équipe d'intervention sous tension d'Enedis (ex-ERDF), le gestionnaire du réseau de distribution d'électricité, restent toute la journée sur ce chemin de terre. Ces spécialistes des interventions réalisées sous tension, présents depuis un an et demi dans les Yvelines, permettent désormais la réalisation d'opérations de maintenance sans couper le courant dans les foyers et les entreprises.

« *Quasiment toutes les interventions qu'on peut programmer sont faites sous tension, pas les interventions d'urgences* », indique Sonia Ahmed-Gomolka, chargée des relations avec les collectivités chez Enedis. « *Là, on assure la continuité de la fourniture, et on doit faire intervenir des agents spécialement formés à travailler sous tension* », poursuit-elle.



LA GAZETTE EN YVELINES

« Ils travaillent au voisinage d'une ligne à 20 000 volts, il n'y a pas besoin de la toucher pour qu'elle soit dangereuse, c'est le phénomène des arcs électriques », détaille la responsable d'Enedis.

« Des agents spécialement formés »

Les quatre agents exerçant dans les Yvelines sont basés à Guyancourt, et réalisent environ 150 interventions par an. « *Là, ils travaillent au voisinage d'une ligne à 20 000 volts, il n'y a pas besoin de la toucher pour qu'elle soit dangereuse, c'est le phénomène des arcs électriques* », détaille la responsable d'Enedis.

« *La distance d'approche est de trois mètres, c'est pourquoi mes collègues travaillent avec une perche de trois mètres, et c'est toute la difficulté de la chose* », continue Sonia Ahmed-Gomolka. Ce jour-là à Goupillières, l'intervention vise à remplacer un interrupteur aérien à commande manuelle : « *C'est un interrupteur géant, un ouvrage important pour l'exploitation du réseau* ».

En haut du pylône, d'abord sur leur nacelle, puis directement sur l'ouvrage en béton, les techniciens mettent d'abord en place une dérivation sur cette ligne qui alimente quelques dizaines de foyers de la commune. A quelques dizaines de mètres de là passe la ligne haute tension qui l'alimente, en provenance de Montfort-l'Amaury. Elle traverse notamment Thoiry, Villiers-le-Maheu, Goupillières et Hargeville, soit « *environ 2 500 clients* ».

Dans cette partie rurale des Yvelines, une partie non négligeable des opérations programmées pour ces spécialistes du travail sous tension concerne la pose de protections spécifiques dans les champs où trônent de nombreux ballots de paille. Cette dernière tend en effet à s'accumuler dans les isolateurs en verre où passent les câbles électriques, les rendant alors inopérants : « *Ils mettent des protections sur les isolateurs* », détaille Sonia Ahmed-Gomolka.

En bref

ACHERES Un parcours sonore pour mieux connaître les arbres

Le projet est à l'initiative du conseil municipal jeunes. Il permet aux promeneurs de découvrir six espèces du parc forestier Millet.


LA GAZETTE EN YVELINES

« Il suffit d'approcher son téléphone de la plaquette et de flasher le QR code », détaille Jeanne, une élue du CMJ qui a participé au projet, du fonctionnement du parcours sonore.

Faire découvrir l'histoire de six arbres remarquables du parc forestier Millet. Durant deux ans, entre 2015 et 2017, le conseil municipal jeunes (CMJ) d'Achères a travaillé sur un parcours sonore racontant ces histoires. Il a été inauguré samedi 7 avril.

« *A travers ce projet, ils ont souhaité inciter les Achérois a connaître et respecter la forêt* », détaille Elodie Sornay (LR), adjointe en charge de la jeunesse. Le fonctionnement de ce parcours sonore, dont le coût est de 7 000 euros, est simple. « *Il suffit d'approcher son téléphone de la plaquette et de flasher le QR code* », détaille Jeanne, une élue du CMJ qui a participé au projet.

Un coût de 7 000 euros

Le choix des arbres s'est fait en concertation avec l'Organisme national des forêts et les textes ont été réalisés par les enfants, en collaboration avec une auteur de littérature jeunesse. Le projet séduit déjà les promeneurs. « *Est-ce qu'il y aura une extension à d'autres espèces ?* », demande l'une d'entre eux. « *Pas encore*, lui répond Elodie Sornay. *Mais cela peut être une piste pour le nouveau CMJ.* »

POISSY Beauregard : les jeunes nettement plus motivés que prévu

Samedi 31 mars, une trentaine de jeunes Pisciacais aux ambitions diverses ont répondu présent à une journée d'ateliers placée sous le signe de la motivation par l'association Elance toi.

« *Moi, le 31 mars 2028, j'espère être milliardaire !* » s'exclame Hamza, hilare. En 2028, il n'aura que 28 ans. Pourtant, il ne manque pas d'ambition, sujet au coeur de cet après-midi du 31 mars intitulé « *Motivés comme jamais* ». Comme lui, une trentaine d'adolescents ont répondu présent à l'appel de l'association Elance toi pour venir en discuter au centre André Malraux, au cœur du quartier Beauregard à Poissy.


LA GAZETTE EN YVELINES

Plusieurs ateliers pour développer la confiance en soi étaient proposés

L'association a été fondée par quatre jeunes habitantes de Poissy âgées de 19 à 23 ans : au programme ce samedi, plusieurs ateliers pour développer la confiance en soi et la motivation. Les sourires gênés étaient sur de nombreux visages au moment de répondre aux différentes questions de l'un des trois ateliers proposés : « *Quelles sont mes qualités ?* », « *Qu'est-ce que j'aime ?* » ou encore « *Qu'est-ce que je serai le 31 mars 2028 ?* ».

« Parler de leurs qualités »

« *J'arrive pas trop à savoir ce que j'aime...* », s'interroge un élève de 3e. « *Ils n'ont pas du tout l'habitude de parler d'eux-mêmes, alors pour beaucoup, c'était une première de parler de leurs qualités et de se valoriser. Ils ont beaucoup aimé* », se félicite l'une des fondatrices de l'association, Myriam Adraoui. Quand certains s'imaginent mariés avec des enfants, d'autres se voyaient avec davantage de responsabilités.

«*Un garçon a écrit qu'il voulait devenir président de la République !* », s'amuse Khaoula Elkhayaty, la présidente de l'association âgée de 23 ans. Un autre jeune garçon de 15 ans se rêve en ingénieur tandis que son camarade espère, lui, devenir footballeur comme « *Kurt Zouma, un super joueur* ».


LA GAZETTE EN YVELINES

Une trentaine de jeunes pisciacais ont répondu présent à l'appel d'Elance toi

« Président de la République ! »

Pour clôturer la journée, l'association a invité plusieurs jeunes adultes, érigés en exemple de réussite et originaires du quartier de Beauregard, ou de Poissy plus généralement : Abdel, Myriam et Zacharia sont ainsi respectivement auto-entrepreneur, analyste d'affaires et boxeur professionnel.

Duckens Nazon, footballeur professionnel en Angleterre, attaquant à l'Oldham athletic en prêt du club de Wolverhampton, a également tenu à laisser passer un message aux jeunes malgré son absence. « *Tout vient à point à qui sait attendre. Quand t'es motivé, tu réussis* », leur enjoint-il dans un message vidéo filmé depuis sa voiture.

PORCHEVILLE Deux agressions en trois jours à la prison

Dimanche 1er et mardi 3 avril, deux surveillants ont été pris à partie par deux jeunes détenus, faisant monter la colère chez les surveillants.



ARCHIVES/ LA GAZETTE EN YVELINES

Selon Samuel Messadia, une manifestation des agents, à l'instar de celle réalisée le 26 janvier dernier « n'est pas à exclure ».

« *Malheureusement, ce n'était pas un poisson d'avril.* » Amer, Samuel Messadia, secrétaire de la section locale du syndicat Force ouvrière, évoque l'agression dont a été victime le premier surveillant de l'établissement pénitentiaire pour mineurs porchevillois. Une deuxième agression contre un surveillant est également survenue le mardi 3 avril.

« *On est tout le temps avec eux, alors forcément c'est nous qui prenons,* constate-il. *Mais nous ne sommes pas des punching-balls !* » Il aimerait qu'à chaque agression, un dispositif soit mis en place : « *Il y aurait un départ en garde à vue puis une comparution immédiate, comme cela se passe dehors.* »

Les deux mineurs impliqués passeront en commission de discipline, mais la colère ne retombe pas. « *Il n'y a pas une semaine sans agression* », déplore le syndicaliste. Selon lui, une manifestation des agents, à l'instar de celle réalisée le 26 janvier dernier « *n'est pas à exclure* ».

« Pas une semaine sans agression »

Contacté par *Le Parisien* au sujet de l'agression du 1*er* avril, le ministère de la justice a assuré que « *la situation de l'établissement pour mineurs de Porcheville est prise très au sérieux* ».

HARDRICOURT Un homme repêché dans la Seine

Sur lui, les forces de l'ordre ont retrouvé un Pass Navigo. Le corps a été transporté à l'institut médico-légal de Garches (Hauts-de-Seine).

La scène a marqué les riverains meulanais ce dimanche 1er avril. « *J'habite l'île du Fort et en me promenant sur le pont, j'ai vu la silhouette d'un homme passer, emporté par le courant* », témoigne cette riveraine, qui alerte aussitôt les forces de l'ordre et les pompiers. L'homme portait « *un T-shirt blanc et un jeans et ne se débattait pas* », poursuit cette riveraine, fataliste sur l'issue du sauvetage.

Il ne se « débattait pas »

Elle ne sera pas la seule à appeler. Un dispositif se met en place « *au niveau du club de kayak* » pour aller repêcher le corps de l'homme. Il sera repêché sur la commune voisine d'Hardricourt, au niveau de la rue Bignon. Sur lui les forces de l'ordre ont retrouvé un Pass Navigo.

« *Le propriétaire de ce Pass faisait l'objet d'une fiche de recherche,* précise une source policière. *Mais après, il faut déterminer s'il s'agit bien de la personne repêchée.* » Le corps a été transporté à l'institut médico-légal de Garches pour une autopsie et une identification complète.

OINVILLE-SUR-MONTCIENT Le maire agressé en pleine brocante par un adolescent

Il était de retour en mairie ce mardi 3 avril. Un différend avait déjà eu lieu la veille avec son agresseur.

La brocante de ce lundi 2 avril a été plus animée que d'habitude dans cette petite commune d'un peu plus de 1 100 habitants. Alors qu'il se promenait dans les allées, aux environs de midi, le maire sans étiquette Stéphane Jeanne a été pris à partie par un jeune en scooter. Ce dernier lui a assené un coup de poing.

Sous la violence du choc, le maire a perdu connaissance et a été transporté à l'hôpital. Il semblait toutefois aller mieux ce mardi 3 avril. « *Il était en mairie ce matin* », confirme Alain Durand, adjoint en charge des travaux et de la communication. Concernant l'agresseur, l'élu détaille : « *Les collègues ont eu du mal à le maîtriser. Il était déchaîné.* »

Son agresseur, un adolescent a été interpellé par les gendarmes de la brigade de Limay et placé en garde à vue. Selon l'adjoint, le différend avec l'édile remonterait à la veille de la brocante : « *Nous avions coupé la route pour pouvoir installer les stands. Mais deux jeunes passaient et repassaient en scooter, le ton est un peu monté avec le maire.* »

ACHERES Depuis janvier, ils squattaient les halls d'immeubles

Le montant des dégradations commises par ces cinq jeunes Achérois à pour l'instant été estimé à 9 000 euros mais il pourrait être plus important.

Ces cinq jeunes Achèrois, âgés de 19 et 18 ans importunaient depuis plusieurs mois les riverains d'immeubles rue Jean Moulin et place Brassens. Ils ont été interpellés ce mercredi 4 avril par le groupe d'appui judiciaire de la circonscription de Conflans-Sainte-Honorine.

Tout commence en janvier dernier, lorsque plusieurs mains courantes font état de l'occupation par un groupe de jeunes des halls d'immeubles, consommant produits stupéfiants, dégradant les parties communes et gênant les habitants. Des contrôles quotidiens se mettent en place, pour identifier les perturbateurs. Parallèlement, les conséquences de leur présence étaient relevées, comme les nuisances sonores et olfactives, mais également l'entrave à la circulation des résidents. Le montant des dégradations commises est estimé pour l'instant à 9 000 euros, mais pourrait être bien plus important.

Les cinq jeunes ont été placés en garde à vue avant d'être présentés devant le tribunal correctionnel de Versailles ce jeudi 5 avril.



POISSY Huit interpellations pour trafic de drogues

Le trafic avait lieu dans le quartier de la Bruyère. Le point de vente se situait au pied d'une des tours du quartier.



ILLUSTRATION / LA GAZETTE EN YVELINES

Lors des perquisitions, 3,2 kilos de résine de cannabis, un pistolet et environ 10 000 euros ont été saisis.

Huit personnes, âgées de 24 à 43 ans, ont été interpellées à la fin du mois de mars par les enquêteurs du groupe de lutte contre les stupéfiants du commissariat de Conflans-Sainte-Honorine. Ils sont soupçonnés de se livrer à un trafic de stupéfiants depuis le mois de septembre 2017 dans le quartier de la Bruyère. Lors des perquisitions, 3,2 kilos de résine de cannabis, un pistolet et environ 10 000 euros ont été saisis.

Un service de livraison

L'enquête menée par les forces de l'ordre à permis de remonter la structure de ce trafic, dont le point de vente était situé au pied d'une tour du quartier. Un système de livraison à domicile d'herbe et résine de cannabis a également été mis en place dans le cadre de ce trafic.

Ecoutes, surveillance et filatures permettaient d'établir que le trafic se faisait avec la complicité du gardien d'immeuble. Deux des suspects ont été écroués, le gardien d'immeuble a été remis en liberté sous contrôle judiciaire. Les autres seront convoqués devant le tribunal de Versailles ultérieurement.

VALLEE DE SEINE

Policiers tués : six nouvelles interpellations

Lundi 9 avril, une opération menée par la sous-direction antiterroriste a conduit à l'interpellation de six personnes aux Mureaux et à Mantes-la-Jolie.

Ce lundi 9 avril, *Le Point* révèle que de nouvelles interpellations ont eu lieu à Mantes-la-Jolie et aux Mureaux dans le cadre de l'enquête autour de l'assassinat d'un couple de policiers, Jean-Baptiste Salvaing et Jessica Schneider, à Magnanville en juin 2016. Au total, six personnes auraient été arrêtées par la sous-direction antiterroriste et emmenées dans leurs locaux à Levallois-Perret (Hauts-de-Seine) pour y être placées en garde à vue, complète *BFM TV*.

Des profils divers

Selon la chaîne d'information en continu, une policière et sa fille auraient notamment été interpellées. *Le Parisien*, pointe, lui, la diversité des profils des suspects. Certains sont fichés S, d'autres déjà connus pour des actes de délinquance. Aucune communication n'a cependant été faite concernant leur degré d'implication dans ce dossier. Trois personnes sont déjà mises en examen dans cette affaire. En décembre dernier, l'ADN d'un complice présumé du terroriste, Larossi Abbala avait été retrouvé sur l'ordinateur du couple. Une découverte qui avait relancé l'enquête.

CONFLANS-SAINTE-HONORINE

Les faux policiers mis en déroute

Face au refus de leur victime de les laisser rentrer chez elle, les deux hommes n'ont pas insisté et ont pris la fuite.

Il est environ 11 h 35 ce vendredi 6 avril, lorsque deux hommes, grimés en faux policiers se présentent dans un pavillon de la rue du Repos, à proximité du quartier Romagné. Présentant une carte de police, ils expliquent venir faire des vérifications suite à de nombreux cambriolages dans le secteur.

Ils signalent à leur victime, une dame âgée, qu'un couteau a été découvert devant son garage. Ils souhaitent pouvoir entrer chez elle pour accéder à un point d'eau et pour effectuer un relevé d'empreintes. Ce que refuse leur victime. Les deux escrocs n'insistent pas et prennent la fuite.

Appelés sur place, les vrais policiers du commissariat de Conflans-Sainte-Honorine ont pu constater qu'aucun objet n'avait été dérobé. *« Si l'on a un doute, ne pas ouvrir à la police ne constitue pas une infraction »*, expliquait lors d'une réunion de prévention contre les vols à la fausse qualité en septembre dernier, le major Boulard, du centre départemental des stages et de la formation de la police.

LES MUREAUX Un trentenaire mortellement fauché par une voiture

Il est environ 1 h 40 ce samedi 7 avril, lorsque les sapeurs-pompiers sont appelés auprès d'un homme de 34 ans qui vient de se faire renverser à proximité du stade Léo Lagrange, tandis que le conducteur fautif prenait la fuite. Sur place, les forces de l'ordre contrôlent une voiture dont le pare-brise était étoilé.

Interrogé, le conducteur de 20 ans a reconnu avoir percuté quelqu'un et pris la fuite. La victime, inconsciente a été transportée au centre hospitalier Beaujon à Clichy, dans les Hauts de Seine avec un pronostic vital engagé.

Le trentenaire a succombé à ses blessures ce dimanche 8 avril.

ERRATUM

Dans son édition précédente, *La Gazette* relatait la présence d'hommes au comportement suspect signalés dans plusieurs communes de la vallée de Seine, dont Juziers. Son premier magistrat, Philippe Ferrand a, par erreur, été renommé Richard Ferrand. La rédaction présente toutes ses excuses au principal intéressé ainsi qu'à ses lecteurs.

nexity une belle vie immobilière

DEVENEZ PROPRIÉTAIRE
DANS UN CADRE DE VIE EXCEPTIONNEL

EPÔNE / 78

LIVRAISON FIN 2018

APPARTEMENTS
3 ET 4 PIÈCES



01 85 55 11 11
Prix d'un appel local depuis un poste fixe

DISPONIBLE SUR Google play
Télécharger dans l'App Store

nexity.fr

DPS les indés // Siret 390 295 244 00011 - Document et illustrations non contractuels. Domaines Férréal RCS Nanterre 415 120 955. 10 rue Marc Bloch – TSA 90105 92613 CLICHY Cedex - FRANCE. SNC au capital de 15 000 €. Crédit Architecte : PNA Project. Perspectiviste : Infime 3D. Mars 2018.

FOOTBALL Le FC Mantois et l'AS Poissy assurent face aux gros

Après une précédente journée marquée par la défaite, les clubs de la vallée de Seine sont parvenus à faire bonne figure. Le FC Mantois s'est imposé sur son terrain face au leader et l'AS Poissy a fait nul sur le terrain du troisième.



ANTHONY DEPERRAZ

Le FC Mantois a réussi à enrayer une série de trois défaites consécutives.

Avant la trêve, les têtes étaient basses du côté du FC Mantois et de l'As Poissy. 15 jours plus tard, les deux clubs de la vallée de Seine peuvent sourire. Samedi 7 avril, le FC Mantois a créé la surprise en s'imposant sur sa pelouse face au leader du championnat, Le Mans. C'est une victoire 2-0 pour le compte de la 25e journée de championnat de ce groupe D de National 2 qui a fait le bonheur des Mantais.

De son côté, dans le groupe C de National 2, l'AS Poissy a arraché le point du match nul contre le troisième du championnat, Drancy. Les Pisciacais et les Drancéens se sont séparés sur un score nul de 1-1.

« *C'est un match très important et on a à cœur d'y mettre beaucoup de détermination* », concédait le capitaine du FC Mantois, Diabira Bakary avant la rencontre sur le site du FC Mantois. C'est désormais chose faite à l'issue des 90 minutes contre le leader du championnat, le Mans. Cette victoire permet aux clubs de la vallée de Seine de mettre fin à une série noire de trois revers consécutifs. Les trois points de la victoire ont été obtenus grâce à un doublé de l'attaquant Malik Rouag.

Il s'agit de la deuxième fois que le FC Mantois s'impose contre un membre du top 5 du championnat. Cette victoire est ô combien précieuse pour les hommes de Robert Mendy en vue du maintien. 12e, ils comptent désormais trois points d'avance sur le Stade Rennais, 14e. Fontenay clôture la marche avec 18 points.

Les Pisciacais se sont montrés particulièrement solidaires en cette 25e journée de championnat. L'AS Poissy s'est rapidement retrouvée menée à la suite d'une superbe réalisation de Camara. L'attaquant drancéen est parvenu à lober Cognard, le gardien yvelinois d'un remarquable retourné lobé à la 15e minute.

Un pénalty arrêté et deux exclusions

A la 33e minute, Doumbia a profité d'une subtile remise de Raddas pour égaliser sur la pelouse de Drancy. Quelques minutes plus tard, le buteur drancéen doit laisser sa place sur blessure à El Hajjam. L'attaquant s'est illustré en provoquant un pénalty raté par l'attaquant pisciacais Dachour à la 38e minute.

Un malheur n'arrivant jamais seul, l'AS Poissy se retrouve réduite à 10 à la suite de l'expulsion de Moussaoui au retour des vestiaires, à la 65e minute. Une situation qui ne trouble pas les visiteurs, qui repartent avec le point du match nul, à l'arrachée. Un score nul qui fait du bien à l'AS Poissy dans cette lutte pour le maintien. Les hommes de Laurent Hatton se retrouvent ainsi à la 9e place avec trois points d'avance sur les trois derniers clubs du groupe C.

CANOE KAYAK
Les Mantais brillent dans le Nord

La section canoë-kayak de l'AS Mantaise avait envoyé une délégation d'athlètes à l'International race de Boulogne-sur-mer lors du week-end des 7 et 8 avril.



ARCHIVES - LA GAZETTE EN YVELINES

Les sélections aux championnats de France se dérouleront du 21 au 22 avril prochains.

L'objectif pour la section canoë-kayak de l'AS Mantaise était simple lors de l'International race de Boulogne-sur-mer des 7 et 8 avril: préparer les championnats de France Elite qui auront lieu début mai à Vaires-sur-Marne, en Seine et Marne. Lors de cette régate, les internationaux mantais se sont bien illustrés, au milieu de plusieurs nations étrangères.

Bientôt les championnats de France

Franck Le Moel a confirmé son rang parmi les meilleurs sprinteurs européens avec une 3e place en kayak monoplace devant deux médaillés d'argent aux Jeux Olympiques de Rio. En kayak biplace sur 200 mètres, la toute nouvelle paire mantaise Franck Moel, toujours lui, et Nicolas Boursier, est terminée à la deuxième place.

Autre motif de satisfaction pour la délégation mantaise composée d'une dizaine d'athlètes, le classement de Salya Lefoulon. La kayakiste junior est repartie avec trois médailles dont deux en bronze. Prochaines étapes pour l'AS Mantaise Canoë-kayak, les sélections aux championnats de France du 21 au 22 avril puis les championnats de France Elite du 6 au 8 mai.

COURSE PÉDESTRE L'édition 2018 de la Pisciacaise s'est déroulée sous le soleil

Ils étaient plus de 1600 participants au total à avoir pris part dimanche 8 avril à la course pédestre organisée par la Ville de Poissy.

L'édition de la Pisciacaise, la course pédestre de la Ville de Poissy s'est tenue dimanche 8 avril au parc de la Charmille et dans le centre-ville. Plus de 1 600 participants ont pris part aux différentes courses. Ils étaient 759 pour les 10 kilomètres de la course classique. On a dénombré 70 équipages qui se sont notamment élancés chez les jeunes pour deux courses de deux et quatre kilomètres en bike and run.

Les benjamines de cette édition, deux jeunes filles, étaient âgées de 10 et 11 ans. Chez les hommes, le vainqueur de l'édition est Raphael Aurélien avec un temps de 32 minutes et 27 secondes tandis que chez les femmes, il faut féliciter Cassandre Beaugrand qui a terminé les 10 kilomètres en 38 minutes et 10 secondes.

VOLLEY-BALL Le CAJVB accueillera la Finale de la Coupe de France

Le dossier du CAJVB a été retenu par la Fédération française de volley ball (FFVB). Le Club yvelinois accueillera 7 équipes en plus de leur équipe féminine, venant de toute la France. A noter que le vainqueur de cette coupe de France accédera en Nationale II directement, ce qui lui donne un attrait supplémentaire. Pour les féminines du CAJVB et celles du patronage Laïque Ville Paul Bert de Lyon, les deux équipes étant déjà qualifiées pour la NII, il s'agira d'aller chercher un titre, pour les autres , c'est une chance supplémentaire d'accession.

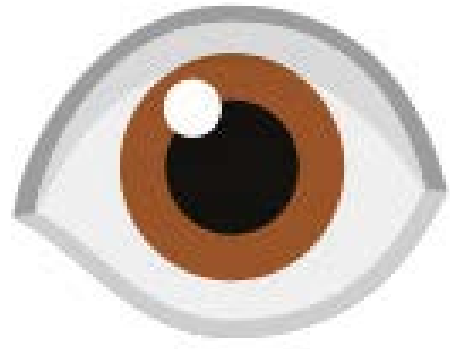
BOXE Tony Yoka puissance 4

Le boxeur yvelinois est parvenu à s'imposer lors de son quatrième combat en professionnel samedi 7 avril au Palais des Sports à Paris. Le champion olympique a battu Cyril Léonet, ancien champion de France poids-lourds par K.O. C'est au 5e round que la défense de l'adversaire de Tony Yoka a cédé. Il s'agit de la quatrième victoire en professionnel pour celui qui ambitionne de devenir le premier champion de France poids-lourd. « *Il a fallu vraiment que j'aille chercher au fond de moi pour montrer que malgré tout ça, je peux répondre présent* », a réagi Tony Yoka à l'issue de la rencontre.

FOOTBALL Les Mureaux s'imposent

Après trois matchs sans la moindre victoire en championnat, les Muruautins ont remis le bleu de chauffe dimanche 8 avril. Les Yvelinois sont parvenus à battre le Racing Colombes par la plus petite des marges à domicile. Sur la pelouse du Stade Léo Lagrange, les joueurs de l'OFCM ont marqué rapidement pour finalement s'imposer contre un adversaire direct pour le maintien. Ils restaient sur deux matchs nuls consécutifs sans le moindre but contre Ivry et Le Blanc Mesnil. La prochaine journée sera à Noisy-le-Sec. Après 21 journées, ils pointent à la 8e place du classement dans ce groupe de National 3.

TAQUET TR
Électricité - Éclairage public
Forte de ses 68 années d'expériences l'entreprise TAQUET implantée au coeur des Yvelines, est votre partenaire pour
La maintenance, la Conception, la Réalisation et la Modernisation
de vos réseaux et installations électriques.
Nos spécialités :
- Eclairage public, signalisation lumineuse tricolore et illuminations festives
- Basse & moyenne tension
- Détection, diagnostic & géoréférencement des réseaux secs
- Courant faible & courant fort
- Domotique TEBIS, contrôle d'accès
- Réseaux informatiques, vidéo protection
- Détection incendie & intrusion...
La reconnaissance officielle de notre savoir-faire
QUALIFICATION ME4 TN4
(maintenance et travaux neufs en éclairage public)
50, rue de Sablonville - 78510 Triel-sur-Seine
www.taquet.fr - tél. : 01 39 74 01 90 - fax. : 01 39 70 65 23

Gardez toujours un  sur le bus.

Téléchargez l'application Transdev Île-de-France qui vous dit tout sur le réseau, en temps réel.

DISPONIBLE SUR Google Play

Download on the App Store

îledeFrance mobilités

transdev
INVENTONS VOTRE MOBILITÉ

Transdev, SA au capital de 173 777 240€. Siège social : 3, allée de Grenelle - CS20098 - 92442 Issy-les-Moulineaux Cedex.
RCS Nanterre 542 104 377.

ANDRESY
Olivier de Benoist en one-man-show

Le service jeunesse de la ville d'Andrésy organise la venue de l'humoriste d'origine belge Olivier de Benoist, le samedi 14 avril à 21 h à l'Espace Julien Green d'Andrésy.

« *OBD* », comme on le surnomme, fait escale à Andrésy. L'humoriste et magicien, connu notamment pour ses passages lors de l'émission *On ne demande qu'à en rire* sur *France 2*, entame une tournée jusqu'à la fin de l'année pour son spectacle intitulé *0/4*0. Il a été le premier humoriste à passer dans l'émission animée par Laurent Ruquier en septembre 2010.

Ce nom de spectacle est justifié par le fait qu'Olivier de Benoist estime que le one-man-show est un échange entre le public et l'humoriste sur scène.Le comédien qui a fait des femmes ses boucs-émissaires pendant plusieurs années fait dorénavant « *amende honorable* » après un « *passage chez les misogynes anonymes* » selon le communiqué de presse du spectacle.

En tournée jusqu'à la fin de l'année

Dans *0/40*, Olivier de Benoist raconte son passage à la quarantaine et les moments marquants de son existence, le tout avec un humour décapant. Après l'avoir présenté pendant plusieurs mois devant près de 100 000 spectateurs en 2017, le Belge poursuit *0/40* jusqu'à la fin de l'année. Les réservations pour le spectacle, qui se tiendra à l'espace Julien Green d'Andrésy le samedi 14 avril à 21 h, se font sur le site de la mairie d'Andrésy ou par téléphone au 01 39 27 11 00. Les places sont à partir de 33 euros.


PASCAL ITO

Olivier de Benoist va produire son spectacle « 0/40 » jusqu'à la fin de l'année.

LES MUREAUX Rire au cabaret

Une nouvelle édition de « Rire au Cabaret » se déroule le vendredi 13 avril à la salle de spectacle de la médiathèque des Mureaux. Cette édition mêle performances, des arts du cirque et burlesque.

Il est communément admis que rire est bon pour la santé. Si l'on en croit le communiqué de ce spectacle de cabaret qui se déroulera le vendredi 13 avril à 20h30 allée Joseph Hémard aux Mureaux, devrait faire le plus grand bien.

Mêlant trois disciplines sous la direction d'Eric Bouvron, *Rire au cabaret* met notamment en scène Suard et Vilsek, un duo comique « *alliant mime et bruitage, selon le descriptif du spectacle au cours de sketchs délirants : une parodie de western spaghetti, un robot-droïde déjanté, un détective prohibé et la scène d'anthologie de la douche dans Psychose* ».

Pour les arts du cirque, Paul Keaton, jongleur et clown se chargera du spectacle. Dans celui-ci, « *il navigue entre prouesse et subtile maladresse* », selon le communiqué de presse. Arno, un magicien des oiseaux « *aux multiples talents* » vous invite quant à lui « *pour un numéro visuel* ».

Pour réserver, il est nécessaire de téléphoner au 01 30 91 24 30. Les tarifs sont à 10 euros pour les adultes et à 5 euros en réduits pour les élèves du conservatoire ou les groupes.

LIMAY Rencontre-dédicace avec Fabrice Erre

L'enseignant en histoire-géographie Fabrice Erre rencontre son public le vendredi 13 avril à 18 h pour présenter sa bande dessinée *Le pouvoir de la satire*. Dans cette dernière, il « *raconte en huit chapitres une histoire de la presse satirique qui constitue les racines même de la démocratie et de la liberté d'expression* », d'après les mots du communiqué de presse.

La rencontre-dédicace se déroulera à la librairie de la Nouvelle réserve au 5 rue du Maréchal Foch à Limay. Fabrice Erre est un auteur de BD notamment connu pour animer le blog « *une année au lycée* » sur le site web du *Monde*.

L'entrée est gratuite mais sur réservation sur le site lanouvellereserve.fr.

TRIEL-SUR-SEINE
Théâtre chantant pour le salon d'été

« Salon d'été », la pièce de Coline Serreau, réalisatrice de la comédie « Trois Hommes et un couffin » sera présentée le week-end du 14 et 15 avril au théâtre Octave Mirabeau.

Le samedi 14 avril à 21 h et le dimanche 15 avril à 16 h la compagnie de la Trappe se produit au théâtre Octave Mirbeau situé 3 rue Cadot à Triel-sur-Seine. Il s'agit d'une pièce de théâtre chantée. La pièce qui sera jouée s'intitule *Salon d'été.* Elle a été écrite par Coline Serreau, connue pour avoir été la réalisatrice du film *Trois hommes et un couffin,* en 1985.

Salon d'été, est une « *joyeuse comédie qui met en scène trois quartettes vocaux, leurs répétitions avec des œuvres de Bach, Brahms ainsi que plusieurs gospels, leurs désirs, frustrations et amours* », selon le communiqué de presse de la pièce. « *Toutes les facettes qui font la personnalité de Coline Serreau comme son humanité et sa tendresse, se retrouvent dans le Salon d'été* », promet-il. Les tarifs sont de 9 euros pour les adultes et de 5 euros pour les enfants. Pour réserver, appeler au 01 39 27 94 59. Les renseignements sont disponibles sur le site de la compagnie comediens-delatour.pagesperso-orange.fr.

POISSY Contes et musiques d'Afrique noire au théâtre Blanche de Castille

« O Baobab », un spectacle qui allie comédie et chanson sera joué le mercredi 18 avril au théâtre Blanche de

Le mercredi 18 avril, le théâtre Blanche de Castille situé au 49 de l'avenue Blanche de Castille, à Poissy, accueille la Compagnie de l'orage. Karine Tripier et Arnaud Delannoy interprètent le spectacle *Ô Baobab* qui mêle des contes et musiques d'Afrique noire.

« *Sous les branches d'une structure mobile géante, Karine Tripier nous fait revivre à l'aide du geste et de la voix, quelques-unes de ces histoires transmises depuis toujours par les griots, au pied du grand arbre* », commente le descriptif de la pièce. Elle est accompagnée par un musicien « *aux sons d'instruments traditionnels africains : kora, sanza, balafon… pour lesquels il a composé une musique métisse, entre Afrique et Occident.* »

La première représentation est à 9 h 45 et la seconde à 14 h 15. Elles durent 50 minutes, pour un tarif de 12 euros ou de 5 euros, avec des réductions liées à l'âge ou la situation professionnelle. Les réservations se font par téléphone au 01 39 22 53 57 ou sur le site ville-poissy.fr

EPONE Le Cameroun à l'honneur le temps d'une journée

Organisée par l'association des opérateurs économiques des diasporas du Cameroun, une journée de la culture camerounaise se déroulera à Epône le samedi 14 avril à la Salle bout du Monde.

Une partie du Cameroun se retrouvera à Epône le samedi 14 avril. Une journée dédiée à la culture de ce pays se déroulera à la salle bout du monde, située chemin de Meulan à Epône à partir de 9 h 30. « *Malgré les vives tensions et la situation de crise multiculturelle que traverse le Cameroun depuis deux ans, il est primordial pour ce pays de promouvoir la culture camerounaise* », indique le communiqué de presse de l'événement.

Cette journée dont l'ambassade du Cameroun supervise l'organisation, aura pour thème « *diversité culturelle au Cameroun, un atout pour le vivre ensemble et le développement.* » Plusieurs points forts auront lieu tout au long de la journée, notamment une conférence sur « *la fraternité, l'amour et la tolérance* » ou une présentation de la littérature camerounaise.

Plusieurs animations au programme

« *Des stands animés par les associations camerounaises parleront de leur culture et de leur région et proposeront une gastronomie locale* », précise le communiqué. L'entrée est fixée à 5 euros avec une boisson offerte. Les réservations et plus d'informations sont disponibles sur le site de l'association aoedc.over-blog.com.

JUZIERS Peinture et modélisme ferroviaire

L'Association ferroviaire de la Vallée de la Seine expose son réseau miniature à commande numérique le samedi 14 avril de 14 h à 17 h 30, au 115 avenue de Paris à Juziers. Le dimanche, les horaires de visite sont de 10 h à 12 h puis de 14 h à 17 h.

« *Vous découvrirez la reproduction de la ligne de Meulan-Hardricourt et son environnement à la fin des années soixante, parcourue par des trains d'époque* », indique le communiqué de presse de l'exposition. A noter que l'association d'artistes peintres Alizarine présentera des œuvres sur le thème ferroviaire. L'entrée à l'exposition est libre. Pour davantage d'informations, il est possible d'envoyer un courriel à l'adresse suivante train.denish@hotmail.fr.

AUBERGENVILLE Bruno Salomone « euphorique » à la Nacelle

L'acteur Bruno Salomone s'empare du théâtre de la Nacelle le vendredi 13 avril à 21 h. Il y présente le spectacle qu'il a lui-même écrit, « Euphorique ».

Le nom de son spectacle est *Euphorique* et lui, Bruno Salomone, promet de l'être sur la scène du théâtre de la Nacelle. *Euphorique*, c'est l'histoire de Golri, le premier enfant né en riant. Cette histoire est racontée par 43 personnages.

« *On passe d'un personnage à l'autre sans même se demander comment, à l'aide de transition comme des coutures imperceptibles,* promet le communiqué de presse de la pièce. *Ce sont des gestes, des mouvements, des mots bien choisis, qui nous font glisser d'une scène à une autre.* »

Ce spectacle, c'est Bruno Salomone lui-même qui l'a écrit avec la collaboration de Gabor Rassov, qui met en scène la pièce. Il parle « *de la vie, de la drogue ou de l'abandon mais aussi de la paternité, des médias ou encore des thérapies à la mode* », selon le communiqué de presse.

Le spectacle, qui se jouera le vendredi 13 avril à 21 h est conseillé pour tout public. Le tarif est compris entre 21 et 27,50 euros. Les réservations comme les renseignements sont disponibles par téléphone au 01 30 95 37 76, à l'adresse accueil@theatredelanacelle.fr, ou sur le site theatredelanacelle.fr


RENAUD CORLOUER

Le comédien interprète plusieurs personnages à lui tout seul dans son spectacle.

Retrouvez l'ensemble de nos émissions dans leur intégralité sur notre site www.lfm-radio.com et en vidéo sur notre chaîne Youtube RadioLFMOfficiel.

ETAT ET CIVILS « Le chômage des jeunes n'est pas une fatalité »

Mercredi dernier, emploi et insertion professionnelle des jeunes étaient mis à l'honneur. La mission locale du Mantois est venue présenter ses journées pour l'emploi, du 3 au 13 avril.



LFM RADIO

Etat & Civils recevait Freddy Clairebault directeur de l'association Eveil et Daniel Dugoua délégué de la mission locale du mantois.

Cette semaine *Etat et Civils* mettait en lumière le thème de l'emploi et l'insertion professionnelle chez les jeunes. Une thématique d'actualité à l'heure où en France, le chômage des jeunes stagne aux alentours de 22%.

Pour évoquer cette problématique, *LFM* accueillait ainsi Freddy Clairebault directeur de l'association Eveil et Daniel Dugoua délégué de la mission locale du Mantois. L'occasion pour les deux acteurs du monde de l'emploi d'échanger leurs points de vues, mais aussi leurs bons conseils sur la recherche d'emploi.

Métiers de l'ingénierie, l'informatique, la recherche, du développement ou encore commerce de haut niveau et métiers de la bouche, Daniel Dugoua comme Freddy Clairebault ont avant tout tenu à présenter ce qu'ils qualifient de nouvelles voies royales de l'embauche. Mais la maîtrise de la compétence numérique reste indispensable et de plus en plus recherchée explique Freddy Clairebault : « *On ne peut plus faire uniquement un métier manuel sans avoir d'aptitudes numériques.* »

Pour les autres secteurs, la compétition reste rude et l'offre assez nombreuse s'accordent les deux experts. Mais, comme l'explique Freddy Clairebault, « *le chômage des jeunes n'est pas une fatalité, surtout sachant qu'il y a beaucoup de dispositifs d'accompagnement comme les missions locales* ».

C'est d'ailleurs dans cette perspective que la mission locale du Mantois organise du 3 au 13 avril *les Journées pour l'emploi*, dix jours de rencontres, d'échanges et de recrutements. « *On prépare les jeunes à aller à ces rencontres par des ateliers de coaching organisés par une entreprise partenaire, il y aussi un travail sur l'outillage d'un CV, et donc des rencontres avec des entreprises* », détaille Daniel Dugoua.

Pour les deux spécialistes de l'emploi, la meilleure attitude à adopter face au chômage des jeunes reste de ne pas se laisser aller à la fatalité. « *Il y a une multitude de formations que l'on peut effectuer dans le cadre de la formation continue* », ajoute Freddy Clairebault. Pour eux, une seule clé, la connaissance du secteur visé. « *Il faut avant tout informer les jeunes sur les qualités, l'actualité et les défauts des secteurs dans lesquels ils s'orientent* » insiste Freddy Clairebault.

Etat et Civils, tous les mercredis de 11 h à 12 h, en écoute sur le 95.5 FM et sur lfm-radio.com.

LA MATINALE Le coworking, une nouvelle organisation du travail

Muriel Pénicaud, ministre du travail (LREM) était cette semaine à Méré, nouveau fer de lance du département en matière de coworking.


LFM RADIO

« Du point de vue des entreprises il y a une vraie productivité du télétravail et du point de vue des salariés il y a évidemment un bien-être lié à l'efficacité du travail mais lié surtout d'abord à la résolution du problème des transports », explique Muriel Pénicaud.

Le coworking est la nouvelle tendance venue tout droit de San Francisco aux Etats Unis. Il s'agit d'une organisation du travail combinant deux procédés : le partage d'un espace de travail entre différents employés de différents secteurs et entreprises mais aussi la création d'un réseau d'entraide.

Une vague sur laquelle le gouvernement compte surfer. Muriel Pénicaud (LREM), ministre du travail, s'est rendue à Méré le 30 mars dernier dans un nouvel espace de travail partagé. Principalement destiné aux professions libérales et aux travailleurs nomades, le coworking est une alternative aux anciennes organisations du travail.

« *Du point de vue des entreprises il y a une vraie productivité du télétravail et du point de vue des salariés il y a évidemment un bien-être lié à l'efficacité du travail mais lié surtout d'abord à la résolution du problème des transports* » explique Muriel Pénicaud.

Une alternative des plus intéressantes pour le territoire des Yvelines faisant face à des transports en commun de plus en plus saturés. A l'heure où 15% des salariés pratiquent le télétravail de manière occasionnelle, le département pourrait bien s'imposer comme le fer de lance de ce mode de travail.

La Matinale LFM, tous les jours, du lundi au vendredi de 7 h à 10 h, présentée par Tony, en écoute sur le 95.5 FM et sur lfm-radio.com.

Loisirs

SUDOKU : niveau facile

6						7	9	
5		9	4	2	1	3		6
8		2	7	9	6	1		
	8		1			2		
		4		8	5		7	3
3	5				2	6	1	
4		5						
7	9	3		6	4	5	2	1
		8	3	5		4	6	7

SUDOKU : niveau moyen

5				4		8		6
		1		5	8	9		4
4								1
			7	1		4		
1		8						7
7	4	3	8	2			6	9
	6	5			3			2
8			6		1			
3			5				9	8

Les solutions de ces sudokus sont consultables sur la page Facebook de La Gazette en Yvelines. Ces grilles Sudoku vous sont proposées grâce à Thibaut Bernard, auteur du logiciel gratuit et libre de diffusion du site internet alphaquark.com.

La Gazette en Yvelines - Hebdomadaire gratuit d'informations locales

Site web : lagazette-yvelines.fr - **Facebook :** La Gazette en Yvelines - **Twitter :** @GazetteYvelines



L'actualité locale de Houdan à Conflans-Sainte-Honorine en passant par chez vous !

Édité par La Gazette du Mantois, société par actions simplifiée.
Adresse : 9 rue des Valmonts 78711 Mantes-la-Ville

Directeur de publication, éditeur :
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

Publicité :
Lahbib Eddaouidi
le@lagazette-yvelines.fr

Conception graphique, distribution :
Sébastien Dailleux
sebastien.dailleux@lagazette-yvelines.fr

Imprimeur :
Newsprint Imprimeurs
1 boulevard d'Italie
77127 Lieusaint

RÉDACTION

Vous avez une information à nous transmettre ? Un événement à annoncer ? Des précisions à nous apporter ? Un commentaire à faire ? Contactez la rédaction !

redaction@lagazette-yvelines.fr
Tél. 09 54 82 31 88
8 rue Porte aux Saints
78200 Mantes-la-Jolie

Rédacteur en chef :
Loris Guémart
loris.guemart@lagazette-yvelines.fr

Actualités, sport, culture :
Charles-Edouard Ama Koffi
ce.amakoffi@lagazette-yvelines.fr

Actualités, faits divers :
Lucile Giroussens
lucile.giroussens@lagazette-yvelines.fr

Tirage : 60.000 exemplaires - ISSN : 2431-1960 - Dépôt légal : 04-2018

Situé au Pecq, **VISIO**, le centre de pilotage 360°
des services d'eau et d'assainissement, c'est :

+ DE PERFORMANCE + DE RÉACTIVITÉ + DE SÉCURITÉ
+ DE SERVICE + DE DONNÉES PARTAGÉES

au service des collectivités et des usagers

